

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
9 juin 2014
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 37^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 7 mai 2014, à 10 heures

Président : M. Taalas (Finlande)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 131 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei

Point 151 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Point 155 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Point 163 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Point 147 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

1404026X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 05.

Point 131 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/68/5 (Vol. II), A/68/751 et A/68/843)

1. **M. O'Farrell** (Président du Comité des opérations d'audit du Comité des commissaires aux comptes), présentant le rapport financier et les états financiers vérifiés des opérations de maintien de la paix pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 [A/68/5 (Vol. II)], note que le rapport a été présenté conformément aux exigences énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/268. Le Comité des commissaires aux comptes a émis une opinion sans réserve pour l'exercice financier clos le 30 juin 2013, le dernier exercice pour lequel les états financiers des opérations de maintien de la paix ont été élaborés conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

2. Le Comité des commissaires aux comptes reconnaît les progrès accomplis par l'Administration pour répondre à ses préoccupations et améliorer le contrôle et la gestion des finances. Bien que des risques demeurent, on a de plus en plus confiance dans la capacité de l'Administration de produire des bilans initiaux qui soient conformes aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), grâce à des améliorations apportées à l'élaboration des soldes d'ouverture, à la vérification et à l'évaluation des actifs, au suivi des progrès et à la responsabilisation en matière de mise en œuvre au niveau des missions. Des progrès ont également été accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions avec le démarrage des opérations dans les centres de services, le perfectionnement du plan de financement standard sur la base des enseignements de l'application à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et le déploiement de gammes de services modulaires dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

3. La gestion des biens dans les opérations de maintien de la paix s'est améliorée, en partie du fait de l'application des normes IPSAS. Les taux de vérification des stocks physiques ont augmenté. Des

mesures concertées ont également été prises en vue de réduire l'achat d'actifs déjà dans les stocks et de faire face à la question connexe des actifs inutilisés conservés dans les stocks; néanmoins, ces domaines demeurent problématiques. Il reste beaucoup à faire en utilisant les systèmes existants, mais une solution sur le long terme passe par une gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement; des liens entre les achats, la logistique et l'entreposage; et l'utilisation des nouveaux outils et informations fournis par les normes IPSAS et le progiciel de gestion intégré Umoja.

4. La valeur totale des achats effectués par les opérations de maintien de la paix pour l'année terminée le 30 juin 2013 est de 2,17 milliards de dollars. Le Comité des commissaires aux comptes considère qu'il est possible de tirer parti de la puissance d'achat de l'Organisation pour réaliser des économies d'échelle et d'autres types d'économies au moyen d'une meilleure planification des acquisitions stratégiques et opérationnelles. Ainsi, il est nécessaire d'avoir une stratégie globale pour des plans d'achat globaux; des informations relatives aux achats qui soient fiables et précises, notamment en utilisant la codification des marchandises et la désignation des articles dans les demandes d'achat; des instructions permanentes pour orienter la planification des achats.

5. Deux des principaux objectifs du Bureau régional d'achat créé à Entebbe en 2010 en tant que projet pilote sont d'améliorer les activités d'achat conjointes au niveau régional, appelées achats effectués au titre d'un « plan commun d'achat », et d'assurer une capacité renforcée d'aider à effectuer les achats au niveau des missions, notamment dans le cadre de la phase de démarrage. Les progrès ont été limités du fait que l'application d'un plan commun d'achat n'est pas obligatoire et que les prix prévus pour certains des marchés passés dans ce cadre sont moins compétitifs que ceux des marchés signés localement par les missions. De plus, il n'est pas clairement établi quels sont les types d'achat devant être effectués par le Bureau et par les missions. En conséquence, les contrôles internes sont faibles, la délégation de pouvoir pour les achats est faible et la responsabilité en matière d'achats n'est pas claire. Ces questions doivent être réglées avant que le projet pilote puisse être dûment évalué.

6. Le budget est un outil de gestion financière fondamental qui doit être basé sur des procédures rigoureuses et transparentes de préparation et de

gestion du budget et servir de pierre angulaire du contrôle et de la responsabilité sur le plan financier. Les procédures budgétaires en matière de maintien de la paix sont améliorées au moyen de mesures telles que l'utilisation de tendances historiques dans l'estimation des taux de vacance de postes, mais des déficiences demeurent qui pourraient conduire à des estimations inexactes des coûts futurs. Ces déficiences sont l'application irrégulière de méthodes et d'hypothèses budgétaires ; la non-prise en compte du « facteur rejet » dans la budgétisation du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien autonome ; la prise en compte insuffisante de facteurs existants ou prévisibles ainsi que des tendances historiques dans certaines missions. Le Comité des commissaires aux comptes souligne la nécessité d'un contrôle renforcé des budgets par la hiérarchie dans les projets de construction et d'une meilleure évaluation des dépenses effectives comparées aux prévisions budgétaires afin d'identifier les possibilités d'amélioration du rapport coût-efficacité dans les opérations aériennes. De façon plus générale, les procédures d'examen du budget dans les missions et au Siège.

7. S'agissant de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, le Comité des commissaires aux comptes note que la planification et les arrangements pour le transfert des fonctions et postes sont insuffisants, ce qui nuit à la bonne exécution des fonctions. Il est urgent d'améliorer la qualité de la fourniture de services par le Centre de services régional. De plus, du fait de retards importants enregistrés dans l'établissement définitif du cahier des charges relatif aux capacités habilitantes et à la stratégie d'achat connexe, l'exécution du projet d'organisation en modules a accusé un retard de 18 mois. Quatre ans après le début d'une transformation de ses modes de fonctionnement de cette nature, l'Administration doit pouvoir présenter les améliorations apportées. Pour cela, elle doit mieux définir l'objectif ultime pour chaque pilier de la stratégie ; améliorer la gestion de la performance en définissant des cibles et des états de référence pour les indicateurs de performance clefs stratégiques ; élaborer une stratégie de gestion des avantages pour l'ensemble de la stratégie globale d'appui aux missions.

8. Durant la période considérée, l'Administration a démarré un projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour régler des questions qui se

posent de longue date, telles que l'inutilisation d'actifs. En octobre 2013, l'objectif ultime du projet et le plan d'application, la gouvernance, l'analyse coûts-avantages et les arrangements de suivi des progrès demeurent sous-développés et toutes les activités d'application initiale ont été retardées. Le projet doit être appliqué d'urgence, car il peut régler des questions stratégiques dans le domaine de l'approvisionnement que le Comité des commissaires aux comptes a soulignées ces dernières années.

9. Dans sa conclusion générale, le Comité des commissaires aux comptes souligne que les progrès accomplis concernant la stratégie globale d'appui aux missions et la mise en œuvre des normes IPSAS et d'Umoja offre la possibilité d'améliorer la gestion et l'appui des opérations de maintien de la paix et de maximiser les ressources. Pour renforcer la responsabilisation, l'Administration doit préciser le nouveau modèle de fourniture des services dans le domaine du maintien de la paix que les transformations des modes de fonctionnement et les autres initiatives appuieront et décider comment les avantages seront mesurés et établis.

10. **M^{me} Casar** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2013 (A/68/751), dit que le rapport prend en compte la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/235 B, que le Secrétaire général devrait indiquer les délais dans lesquels il prévoit d'appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Il indique également, pour les recommandations tant actuelles qu'en suspens, l'ordre de priorité qui sera suivi pour leur application, l'état d'avancement et l'entité responsable. Comme demandé par l'Assemblée, une pleine explication est donnée pour les délais enregistrés dans l'application des recommandations d'exercices précédents. En janvier 2014, l'Administration a appliqué 15 des 28 recommandations soulignées par le Comité des commissaires aux comptes à l'annexe II de son rapport (A/68/5 (Vol. II)) sur un total de 69 recommandations formulées lors de précédents exercices qui sont en cours d'application.

11. Le Comité des commissaires aux comptes a noté les efforts continuels déployés par l'Administration pour répondre à ses préoccupations et améliorer son

contrôle et sa gestion des finances. Il a noté également une amélioration marquée du taux d'application de ses recommandations, qui est passé de 45 % lors de la précédente période à 55 % pour l'exercice financier 2011/12. L'Administration est bien consciente des questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes et travaillera sans relâche à appliquer ses recommandations.

12. S'agissant de l'ordre de priorité pour leur application, les 20 principales recommandations soulignées par le Comité des commissaires aux comptes constituent une haute priorité, les 45 autres une priorité moyenne. Le Secrétariat est déterminé à appliquer pleinement et en temps voulu les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, qui contribuent à améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'Organisation.

13. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif (A/68/843), dit que le Comité consultatif prend note de l'avis d'audit du Comité des commissaires aux comptes et de ses observations et préoccupations, en particulier en ce qui concerne les achats, les budgets et la stratégie globale d'appui aux missions.

14. Le Comité consultatif note les progrès enregistrés dans les préparatifs de l'application des normes IPSAS et ne doute pas que les tâches restant à effectuer soulignées par le Comité des commissaires aux comptes seront traitées à titre prioritaire. Il note également les améliorations observées par le Comité en matière de gestion des actifs, mais est préoccupé par les insuffisances signalées dans la gestion du matériel militaire sensible. Un contrôle approprié par le Siège devra être assuré à l'avenir.

15. S'agissant de l'observation du Comité des commissaires aux comptes selon laquelle un montant élevé correspondant à des espèces et à des créances a été passé par profits et pertes, en partie du fait des préparatifs pour la mise en œuvre des normes IPSAS, le Comité consultatif demeure préoccupé par le suivi insuffisant et le manque de mesures prises en temps voulu pour recouvrer les soldes à recevoir. La direction des missions et le Siège doivent s'efforcer avec persévérance de recouvrer ces montants.

16. Dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général

(A/68/782), le Comité consultatif se réfère aux constatations du Comité des commissaires aux comptes dans d'autres domaines.

17. **M^{me} Rios Requena** (État plurinational de Bolivie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe attache une grande importance aux travaux du Comité des commissaires aux comptes, auditeurs externes indépendants de l'Organisation des Nations Unies, et loue le Comité pour la haute qualité de son rapport. Notant que pour l'exercice 2011/12 55 % des recommandations du Comité a été pleinement appliqué, que 40 % a été partiellement appliqué, que 1 % n'a pas été appliqué et que 4 % était devenu caduque, elle se félicite de l'amélioration du taux d'application par rapport à l'exercice précédent. Il faut redoubler d'efforts pour faire en sorte que toutes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient pleinement appliquées.

18. Le Groupe prend note des efforts faits pour répondre aux préoccupations du Comité des commissaires aux comptes en améliorant le contrôle et la gestion des finances, notamment en ce qui concerne l'application des normes IPSAS et pour accomplir des progrès dans l'application d'Umoja et de la stratégie globale d'appui aux missions afin d'améliorer la gestion et l'appui des opérations de maintien de la paix. Elle souscrit à l'avis du Comité des commissaires aux comptes sur la nécessité de préciser le nouveau modèle de fourniture de services dans le domaine du maintien de la paix. Des améliorations ont déjà été apportées concernant des questions précédemment identifiées par le Comité des commissaires aux comptes, mais l'Organisation continue de rencontrer des problèmes dans des domaines tels que les achats et la gestion des marchés, l'élaboration et la gestion des budgets, la gestion des ressources humaines, la gestion des actifs et l'application de la stratégie globale d'appui aux missions. Le Groupe demandera lors des consultations pour quelles raisons ces problèmes persistent.

19. Les premiers états financiers conformes aux normes IPSAS pour les opérations de maintien de la paix doivent paraître dans quelques semaines, mais un certain nombre de problèmes subsistent : il faut adopter une convention comptable pour les stocks; valider la valeur des biens immobiliers obtenue par la méthode standard de valorisation; adapter davantage les directives d'application des normes IPSAS aux exigences propres aux différentes missions. Il convient

de s'efforcer de parvenir à publier les états financiers. Le Groupe aimerait savoir comment on s'efforce de régler les problèmes techniques liés au progiciel de gestion intégré au niveau des missions et du Centre de services régional.

20. S'agissant de la stratégie globale d'appui aux missions, elle se demande comment la recommandation du Comité des commissaires aux comptes sur le transfert de personnel de missions au Centre de services régional a été appliquée et quelles ont été les incidences administratives et financières. Le Groupe demandera aussi des détails sur le fonctionnement de la Base logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et de la base de télécommunications à Valence (Espagne) et examinera plus avant les questions touchant au plan de financement standard.

21. **M. Van den Akker** (Union européenne), parlant également au nom des pays candidats, le Monténégro, la Serbie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie, de la Bosnie-Herzégovine, pays en processus de stabilisation et d'association et, en outre, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les informations fournies par le Comité des commissaires aux comptes sont indispensables pour que la Commission puisse prendre des décisions. Les efforts faits par les missions de maintien de la paix pour appliquer un nombre croissant des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, notamment sur l'amélioration du contrôle, sont louables.

22. Il salue les efforts continuels faits par l'Administration pour répondre aux préoccupations du Comité des commissaires aux comptes et améliorer le contrôle et la gestion des finances. Les normes IPSAS, le progiciel de gestion intégré Umoja et la stratégie globale d'appui aux missions sont des instruments vitaux pour améliorer l'efficacité et l'efficience des activités de maintien de la paix. Comme le Comité des commissaires aux comptes le recommande, l'Administration doit élaborer le nouveau modèle de fourniture de services dans le domaine du maintien de la paix plus clairement, notamment au moyen d'un plan de valorisation des avantages. L'Union européenne fait sienne l'avis du Comité des commissaires aux comptes selon lequel l'amélioration des achats, du fonctionnement du Bureau régional d'achat, de l'élaboration des budgets et de l'examen de la gestion de la stratégie globale d'appui aux missions doivent constituer des priorités pour l'Organisation.

23. La gestion des actifs est un autre sujet de préoccupation. L'Administration a accompli des progrès sur une question que le Comité des commissaires aux comptes soulevait depuis plusieurs années, mais le risque de pertes et de gaspillage demeure trop élevé et il y a encore de très nombreuses possibilités d'amélioration. Les normes IPSAS permettront aux différentes missions de renforcer leur contrôle et leur gestion, mais il revient également à la direction des missions de faire en sorte que les stocks existants soient vérifiés avant de procéder à de nouveaux achats, de réduire au minimum le gaspillage et de vérifier que les indicateurs de résultats clefs sont conformes aux politiques de gestion des actifs.

24. Les projets de construction sur le terrain posent aussi des problèmes à l'Organisation, car l'évaluation des projets et le contrôle de leur exécution sont insuffisants; il est nécessaire de renforcer le suivi de ces projets assuré par le Siège.

Point 148 de l'ordre du jour : Financement de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (A/68/604, A/68/728 et A/68/782/Add.4)

Point 151 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (A/68/584, A/68/700 et A/68/782/Add.7)

Point 155 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (A/68/626, A/68/737 et A/68/782/Add.10)

Point 163 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (A/68/608, A/68/699 et A/68/782/Add.3)

Point 147 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (A/68/575, A/68/727 et A/68/782/Add.8)

25. **M^{me} Casar** (Contrôleuse) présente les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'exercice 2012/13 et sur le projet de budget pour l'exercice 2014/15 de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) (A/68/604 et A/68/728), de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) (A/68/584 et

A/68/700), de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) (A/68/626 et A/68/737), de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) (A/68/608 et A/68/699) et de la Base de soutien logistique des Nations Unies (A/68/575 et A/68/727).

26. Elle dit que, en application de la résolution 2119 (2013) du Conseil de sécurité, le projet de budget de la MINUSTAH (A/68/737) tient compte d'une réduction des effectifs militaires autorisés de 6 270 pour l'exercice 2013/14 à 5 021 pour l'exercice 2014/15, de l'élimination proposée de 146 postes civils et de la création proposée de quatre emplois de temporaire faisant l'objet d'un recrutement international – un sous-Secrétaire général, un D-2 et deux P-3 – pour le Groupe d'appui aux solutions intégrées.

27. S'agissant de la MINURSO, le projet de budget pour l'exercice 2014/15 (A/68/699) tient compte de l'ajout de six policiers des Nations Unies approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2099 (2013), de la suppression de 14 postes civils et de la transformation de quatre postes de personnel recruté sur le plan international en postes de personnel recruté sur le plan national.

28. Le projet de budget pour la Base logistique (A/68/727) se fonde sur la poursuite de la transformation de la Base de soutien logistique en Centre de services mondial, conformément à l'objectif ultime envisagé par la stratégie globale d'appui aux missions. Le Centre de services mondial assurera la gestion opérationnelle des services informatiques et de communications, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et veillera à la bonne prestation des services d'appui aux missions tout au long de leur mandat. Dans ce contexte, il est proposé de regrouper dans le Centre de services mondial les fonctions des services d'information géospatiale qui sont actuellement exercées par les missions sur le terrain et de restructurer le Service de l'informatique et des communications.

29. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport correspondant du Comité consultatif sur la FISNUA (A/68/782/Add.4), dit que le Comité consultatif recommande une réduction de 1 037 600 dollars du projet de budget pour l'exercice 2014/15. S'agissant des effectifs civils,

compte tenu des taux de vacance de postes effectifs au 31 mars 2014, il recommande d'appliquer un taux de vacance de 45 % pour les Volontaires des Nations Unies et de 50 % pour le personnel temporaire. Pour les dépenses opérationnelles, le Comité consultatif recommande de maintenir le montant des ressources demandées au titre des voyages aux niveaux actuels, compte tenu des autres modes de communication existants et des réductions demandées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 65/268 et 67/254. Il a aussi engagé la mission à intensifier ses efforts en vue de regrouper les réunions devant se tenir en un même lieu et de réduire autant que possible le nombre de personnes autorisées à effectuer un voyage donné.

30. Présentant le rapport du Comité consultatif sur l'UNFICYP (A/68/782/Add.7), il dit que le Comité consultatif recommande d'approuver le projet de budget pour l'exercice 2014/15, y compris les modifications qu'il est proposé d'apporter aux effectifs. Le Comité consultatif recommande également que l'Assemblée demande au Secrétaire général de présenter une comparaison coûts-avantages de l'acquisition et de la location de véhicules. Concernant les effets préjudiciables des récentes fluctuations des taux de change sur le projet de budget, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale soit informée de l'effet des taux de change les plus récents au moment de l'examen des projets de budget. Le Comité consultatif félicite l'UNFICYP des efforts qu'elle déploie pour réaliser des gains d'efficacité et espère trouver des renseignements concernant les gains effectivement réalisés.

31. Dans son rapport sur la MINUSTAH (A/68/782/Add.10), le Comité consultatif recommande une réduction de 1 029 100 dollars du projet de budget pour 2014/15 tenant compte de la réduction qu'il propose concernant les voyages et les effectifs. Le Comité consultatif se félicite des efforts engagés par le Secrétaire général pour réduire les coûts dans les domaines du personnel en tenue, des transports aériens et des communications et compte que ces mesures seront appliquées d'une manière qui ne compromette ni la sécurité et la sûreté du personnel de la Mission ni l'accomplissement des activités prescrites.

32. Le Comité consultatif ne s'oppose pas à la proposition du Secrétaire général concernant les effectifs de la MINUSTAH, y compris la suppression de 146 postes, compte tenu du projet de reconfiguration et du retrait des effectifs de la Mission. Il réaffirme que la

nécessité de maintenir des postes qui sont vacants depuis longtemps doit être examinée et la reconduction ou la suppression desdits postes proposée dans les projets de budget. Concernant les propositions relatives aux effectifs liées à la création du Groupe d'appui aux solutions intégrées, qui vise à faire face à l'épidémie de choléra à Haïti, le Comité consultatif ne voit pas d'objection à la proposition du Secrétaire général de créer un emploi de temporaire de coordonnateur principal pour la lutte contre le choléra au rang de sous-secrétaire général. Il recommande toutefois de ne pas approuver la proposition du Secrétaire général de créer trois autres emplois de temporaire pour le Groupe, compte tenu de la capacité existante de la Mission. Le Comité consultatif prend note des recommandations de l'évaluation stratégique du Bureau d'appui de Saint-Domingue et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer d'examiner la nécessité de maintenir le Bureau.

33. Parlant du rapport du Comité consultatif sur la MINURSO (A/68/782/Add.3), il dit que celui-ci recommande une réduction de 139 700 dollars du projet de budget pour l'exercice 2014/15. Sur la base de son analyse des coefficients délais de déploiement et taux de vacance de postes effectifs et proposé, le Comité consultatif recommande que le taux de vacance de postes appliqué aux agents des services généraux recrutés sur le plan national soit de 5 % plutôt que 4 % comme proposé et qu'un taux de vacance de poste de 15 % soit appliqué pour la Police des Nations Unies. Le Comité consultatif recommande également que l'Assemblée générale maintienne le montant des crédits ouverts au titre des voyages inchangé, compte tenu des possibilités accrues de recours à d'autres moyens de communication et vu les réductions attendues en application des résolutions 65/268 et 67/254 de l'Assemblée générale.

34. Dans son rapport sur la Base logistique à Brindisi (Italie) (A/68/782/Add.8), le Comité consultatif recommande une réduction nette de 1 147 300 dollars du projet de budget pour l'exercice 2014/15. Le Comité consultatif note que l'analyse coût-avantage du regroupement des fonctions liées aux systèmes d'information géospatiale à Brindisi effectuée par le Secrétaire général repose, entre autres, sur la diminution du nombre de postes dans un certain nombre de missions dont il est prévu de réduire considérablement la taille au cours de l'exercice

2014/15. Bien que le Comité consultatif n'ait pas d'objection au regroupement au Centre de services mondial des fonctions liées aux systèmes d'information géospatiale, il estime qu'il existe peut-être d'autres possibilités de rationaliser davantage la structure des effectifs du Centre de gestion du Système d'information géospatiale et que le regroupement devrait être considéré comme un projet pilote. Le Comité consultatif recommande donc que l'Assemblée générale approuve la création, à titre d'essai, de sept postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour le Centre de gestion du Système d'information géospatiale mais recommande de ne pas approuver la création de deux des postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national.

35. Le Comité consultatif considère que la proposition tendant à installer à Valence la direction du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications n'est pas cohérente avec le statut conféré au centre de Valence (centre de communications secondaire actif servant également de structure d'hébergement de données et d'applications communes à l'ensemble de l'Organisation. Il recommande par conséquent que l'Assemblée générale approuve le reclassement de poste P-5 de spécialiste hors classe des technologies de l'information et des communications à Brindisi en poste de la classe D-1 de chef du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications.

36. Le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la proposition tendant à retirer au Centre de services régional la fonction de traitement à l'échelle mondiale des indemnités pour frais d'étude et de centraliser cette fonction au Centre de services régional à Entebbe; il recommande par conséquent de ne pas approuver la suppression correspondante de deux postes d'agent des services généraux à Brindisi. Le Comité consultatif estime que la prestation de fonctions mondiales au Centre de services régional marque une digression majeure par rapport à l'idée que l'on avait initialement de la stratégie globale d'appui aux missions et recommande que le traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études pour le compte de missions qui ne sont pas des missions clientes du Centre de services régional continue d'être assuré avec les ressources du Centre de services mondial.

37. Enfin, le Comité consultatif insiste sur la nécessité de comptabiliser et de communiquer de façon détaillée et transparente les coûts de fonctionnement des centres informatiques des pôles informatiques. Plus précisément, les prochains projets de budget de la Base logistique et rapports sur l'exécution de ces budgets devront inclure une présentation parfaitement transparente de la totalité des ressources mises à la disposition de la Base logistique et du centre de Valence pour assurer l'hébergement d'Umoja et les services d'appui connexes, y compris les recettes provenant du recouvrement des coûts auprès des opérations de maintien de la paix et des départements, bureaux et autres entités bénéficiant de ces services.

38. **M^{me} Rios Requena** (État plurinational de Bolivie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe est déterminé à travailler avec toutes les parties prenantes pour aider le Secrétariat à faire en sorte que la Base logistique des Nations Unies à Brindisi s'acquitte de son mandat. Notant que le Secrétaire général continue à se référer à la structure à Valence en tant que partie du Centre de services mondial, elle réaffirme les prérogatives de l'Assemblée générale concernant la gestion du Centre et exprime le soutien du Groupe à toutes les recommandations du Comité consultatif à ce propos. Toute proposition visant à changer les fonctions de la structure à Valence doit être présentée à l'Assemblée pour approbation. Le Groupe est préoccupé par le manque de transparence dans l'affectation des ressources aux fins de l'hébergement d'Umoja et de la fourniture de services d'appui à Umoja; il demandera des éclaircissements sur la question dans le cadre des consultations.

39. **M^{me} Coto-Ramirez** (Costa Rica), parlant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), rappelle le soutien de la Communauté au peuple et au Gouvernement haïtiens et salue les efforts internationaux faits pour apporter une assistance au pays, dans le plein respect de ses priorités et de sa souveraineté nationales. La MINUSTAH a joué un rôle important dans la reconstruction du pays à la suite du tremblement de terre en 2010, renforçant la stabilité et l'état de droit et réalisant des progrès en matière de développement économique et social. Malgré les progrès enregistrés, de nombreux problèmes demeurent. Les pays de la CELAC ont fourni des militaires et du personnel de police à la Mission ainsi qu'un appui bilatéral et régional afin d'aider Haïti à

parvenir à réaliser la stabilité, une paix durable et le développement.

40. La Communauté est opposée à toutes réductions arbitraires des ressources affectées à la Mission, dont le budget doit être basé sur la situation sur le terrain et le mandat approuvé par le Conseil de sécurité plutôt que sur un plafond budgétaire artificiel. Le projet de budget de la MINUSTAH pour l'exercice 2014/15 représente une réduction de 64 577 600 dollars, soit 11,2 %, par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice 2013/14. La CELAC examinera les propositions du Secrétaire général avec soin en vue de faire en sorte que la Mission ait la capacité nécessaire pour soutenir le Gouvernement haïtien dans les domaines de la sécurité, de l'état de droit, des droits de l'homme et des activités humanitaires, y compris celles visant à lutter contre le choléra.

41. La MINUSTAH doit tout faire, dans le cadre de son mandat, pour prêter un appui aux efforts de reconstruction et de développement du pays. La CELAC se félicite de l'intégration accrue des programmes de lutte contre la violence de proximité dans les activités de la Mission relatives à l'état de droit. Il faut poursuivre les projets à effet rapide, qui contribuent à améliorer les relations entre la Mission et la population locale, conformément aux priorités gouvernementales. La CELAC continuera de travailler avec le Gouvernement en vue d'établir des stratégies de développement sur le long terme et, si nécessaire, continuera de contribuer aux activités de maintien de la paix.

42. **M. Sheck** (Canada), parlant également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, dit que les progrès accomplis par Haïti dans le domaine du relèvement et de la reconstruction depuis le tremblement de terre de 2010 avec l'assistance de la MINUSTAH et d'autres partenaires, ressortent de différentes façons dans les rapports dont la Commission est saisie; la plus notable est la réduction des effectifs autorisés du personnel en tenue de la Mission, qui s'élève à 7 622. Cette réduction s'accompagne d'une réduction proposée de la composante civile et d'autres demandes de crédit, ce qui aboutit à un projet de budget légèrement supérieur à 512 millions de dollars, soit 11,2 % de moins que le montant des autorisations budgétaires pour l'exercice 2013/14. Les trois délégations examineront les propositions et les recommandations du Comité consultatif; leur avis initial est que les réductions sont

représentatives de la volonté de la direction au niveau de la MINUSTAH et du Siège de réaliser l'efficacité et l'efficacéité par rapport au coût en s'acquittant des mandats et de mettre en œuvre le plan de consolidation de la Mission.

43. La Mission a enregistré des progrès réguliers dans l'accomplissement des tâches essentielles, mais le repère le plus important pour la réussite globale est la confiance dans le fait que les améliorations apportées en matière de sécurité, d'état de droit et de gouvernance reposent sur des fondements solides et durables. Conscientes du nombre actuel de missions de maintien de la paix en cours et des pressions croissantes en matière de ressources, les trois délégations au nom desquelles il parle partagent les préoccupations d'autres États Membres face à l'accroissement de l'enveloppe budgétaire globale du maintien de la paix et la prise de conscience de la nécessité de faire en sorte que l'efficacité et l'efficacéité par rapport au coût demeurent des priorités dans la mise en place, le maintien et la liquidation des missions. Le plan de consolidation et de reconfiguration de la MINUSTAH a été bénéfique à la fois pour la Mission et pour Haïti; l'intervenant se félicite des différentes options d'engagement de l'ONU en Haïti qui ont été présentées dans le dernier rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2014/162) et il a hâte de voir le résultat de l'évaluation stratégique prévue des conditions sur le terrain.

44. Le Comité consultatif n'a recommandé qu'une réduction limitée du projet de budget de la MINUSTAH. Un certain nombre d'autres recommandations concernent les questions relatives aux moyens aériens, au recours aux consultants et au fonctionnement du Bureau d'appui de Saint-Domingue qui ont déjà été soulevées dans des rapports précédents, ce qui est peut-être inévitable étant donné l'ancienneté de la Mission et la nécessité de répondre à l'évolution de son mandat. Les trois délégations reconnaissent qu'une réponse à l'échelle du système pour lutter contre le choléra en Haïti est nécessaire, que la mobilisation de ressources à cette fin devrait être renforcée et que les activités de lutte contre le choléra doivent être coordonnées. Dans le cadre de consultations, elles demanderont des compléments d'information concernant les recommandations du Comité consultatif sur les effectifs.

45. Il note que le Comité consultatif a déclaré avoir constaté avec préoccupation que, dans son projet de

budget pour l'exercice 2014/15, le Secrétaire général ne s'est pas conformé à la résolution 66/264 de l'Assemblée générale tendant à justifier de nouveau le maintien des postes vacants depuis au moins deux années. Le maintien de ces postes doit être examiné et la reconduction ou la suppression desdits postes devrait être proposée dans tous les projets de budget. Il cherchera à obtenir des détails auprès du Secrétariat sur la façon dont ce principe s'appliquera à la MINUSTAH. Il reste beaucoup à faire en Haïti et la Commission doit être guidée dans sa prise de décisions par sa volonté de faire en sorte que la Mission dispose des ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat.

46. **M^{me} Pacunega Manano** (Ouganda), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, salue tous les membres du personnel en tenue et civil qui travaillent dans des conditions difficiles et souvent dangereuses sous le drapeau des Nations Unies; elle rend hommage en particulier à ceux qui ont perdu la vie au service de l'humanité et de la paix. L'allocation de ressources suffisantes est un facteur clef pour garantir que les missions de maintien de la paix soient capables de s'acquitter de leur mandat pleinement et en temps voulu. Les visites sur le terrain conduites par la Commission, y compris la plus récente en février 2014, ont confirmé que les missions méritent de recevoir le plein appui des États Membres, non des réductions budgétaires arbitraires qui portent préjudice à leurs activités.

47. La stricte conformité avec les résolutions de l'Assemblée générale concernant les avances internes entre les missions de maintien de la paix en cours est nécessaire; le Groupe est préoccupé par la nouvelle forme que prennent ces avances dans le cadre de la coopération entre les missions et met en garde contre toute tentative visant à considérer les budgets de maintien de la paix comme un ensemble.

48. Le budget de chaque mission doit être approuvé à titre individuel, en tenant compte du mandat qui lui est propre et de ses circonstances particulières. Le Groupe examinera comment ce principe est appliqué dans un certain nombre de missions, notamment la MINUSS. Malgré les mandats prorogés ou élargis des missions de maintien de la paix et la complexité croissante des conditions sur le terrain, le montant global correspondant aux projets de budget du maintien de la paix pour l'exercice 2014/15 est nettement moins élevé, d'environ 404 millions de dollars, soit 5,2 %,

que l'année précédente. L'examen des budgets de maintien de la paix ne doit pas être considéré comme un moyen de réaliser des économies, mais comme un exercice visant à allouer les ressources nécessaires pour appliquer les mandats. Des réductions injustifiées ou des compressions budgétaires générales peuvent porter préjudice aux activités des missions ou mettre en danger la réalisation des mandats. Le Groupe cherchera en conséquence à obtenir des détails dans le cadre des consultations sur les projets de budget, la façon dont les missions s'acquittent de leur mandat et de questions telles que la mise en œuvre des projets à effet rapide, qui sont une partie vitale des activités des missions. Il examinera également de nouvelles questions telles que les décisions arbitraires, notamment l'annulation de vols, les retards intervenant dans le décaissement de fonds et les réductions budgétaires effectuées au mépris des mandats approuvés par les organes intergouvernementaux.

49. Elle a hâte de recevoir le projet de budget pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) nouvellement créée et compte que la Mission disposera en temps voulu de ressources et d'un appui logistique suffisants, en particulier lors de la phase de démarrage. Il faut espérer que les rapports correspondants paraîtront avec la diligence voulue et suffisamment à l'avance. Elle souligne que les fonctionnaires du Secrétariat devraient faciliter les délibérations de la Commission en fournissant des informations exactes et cohérentes durant les consultations.

50. **M. Saeed** (Soudan), exprimant son appréciation pour l'action de la FISNUA, réaffirme la volonté de son gouvernement de permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé dans les résolutions 1990 (2011) et 2126 (2013) du Conseil de sécurité. S'agissant de la proposition de budget de la FISNUA pour 2014/15, sa délégation demandera des informations précises sur les vacances de postes d'administrateur et d'agent des services généraux recrutés sur le plan national et sur les méthodes utilisées pour pourvoir ces postes vacants. Il encourage le Secrétaire général à recruter sur le plan national un plus grand nombre d'arabophones.

51. L'augmentation proposée des ressources allouées aux projets à effet rapide est la bienvenue, car ces projets contribuent à fournir des ressources aux collectivités et à instaurer la confiance. Il est important

que la Mission coordonne son action avec les autorités locales lorsqu'elle choisit et met en œuvre des projets afin de maximiser l'effet positif sur la vie des populations. Il est également nécessaire de réduire l'empreinte écologique de la Mission sur les populations, les ressources et les terres au niveau local. Il convient d'utiliser des matériaux solides et permanents pour la construction du quartier-général et des locaux de la mission, de mener des activités de verdissement et de plantation d'arbres dans les camps et d'irriguer avec des eaux usées traitées. La mission devrait faire appel à des entrepreneurs locaux pour ces projets et pour la construction des installations afin d'améliorer les capacités locales, et les procédures d'achat et de passation de marchés doivent être transparentes.

52. **M. Gaspard** (Haïti) dit que, comme le Secrétaire général l'a indiqué au Conseil de sécurité en mars 2014 (S/2014/162), Haïti, sous l'égide de son nouveau gouvernement, a fait des progrès tangibles dans les domaines des affaires humanitaires, de l'état de droit, du renforcement des institutions démocratiques, de la sécurité et de la reconstruction. La mise en œuvre d'un plan de professionnalisation de la police nationale culminera en 2016 avec des effectifs de 15 000 policiers. Le Ministère de la santé publique et de la population a établi un plan pour lutter contre l'épidémie de choléra; le financement demeure toutefois problématique et sa délégation se félicite donc de l'initiative du Secrétaire général visant à mettre en place un Groupe d'appui aux solutions intégrées qui renforcera les capacités et réduira les effets déstabilisateurs de l'épidémie.

53. Il exprime sa gratitude aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police pour les efforts qu'ils déploient en vue d'aider Haïti et la MINUSTAH à améliorer le climat sociopolitique et institutionnel du pays. Malgré les progrès enregistrés, de nombreux problèmes demeurent et le projet de budget de la Mission est pleinement justifié. La poursuite du financement des projets à effet rapide est particulièrement bienvenue, car ces projets ont des effets positifs sur les populations locales et procurent de la visibilité à la Mission. Les élections législatives et municipales qui doivent se tenir plus tard dans l'année 2014 représenteront un événement marquant dans la vie politique et institutionnelle du pays. La MINUSTAH doit avoir un budget bien calibré qui lui

permette de relever les défis sur le terrain tout en tenant compte des priorités du Gouvernement.

54. **M. Dos Santos** (Brésil) se félicite du plan de consolidation énonçant les conditions de la réduction durable des effectifs de la MINUSTAH. Le rythme de la transition devrait être décidé en fonction de la situation en matière de sécurité en Haïti et de la capacité du Gouvernement d'assumer les responsabilités croissantes. Les impératifs financiers, la nécessité de disposer de ressources additionnelles dans le cadre des autres missions de maintien de la paix ou un objectif d'ensemble arbitraire pour les dépenses de maintien de la paix ne doivent pas constituer les préoccupations principales. La Commission doit prendre ses décisions sur tous les budgets de maintien de la paix en se concentrant sur les mandats, les complexités et les conditions opérationnelles particulières des différentes missions de façon à ce qu'elles reçoivent les ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs mandats respectifs.

55. Sa délégation s'efforcera de faire en sorte que des ressources suffisantes soient fournies pour atteindre les objectifs clefs de la MINUSTAH, notamment le soutien pour le processus électoral et le dialogue politique national, le développement de la police nationale haïtienne et le renforcement des institutions de l'état de droit et des administrations locales. Alors que la MINUSTAH retire sa présence militaire dans les zones éloignées, elle doit conserver sa capacité d'intervention rapide afin de fournir un appui à la police nationale dans ces zones.

56. Notant que les programmes de réduction de la violence de proximité et les projets à effet rapide ont été des outils efficaces en faveur de l'instauration durable de la paix et de la sécurité, il se félicite de l'intégration plus profonde des programmes de réduction de la violence dans les activités de la Mission relatives à l'état de droit. Ces programmes et projets feront partie intégrante d'une stratégie de consolidation durable alors que la portée militaire de la Mission a été réduite et ses responsabilités en matière de sécurité transférées à la police nationale.

57. Le Brésil est vigoureusement opposé à l'adoption de mesures d'efficacité aux dépens de la sûreté et de la sécurité du personnel de la MINUSTAH ou de toute mission de maintien de la paix. Dans le cadre des consultations, sa délégation demandera des

informations sur les arrangements en place pour les évacuations médicales

58. **M. Bame** (Éthiopie) dit que, durant l'exercice 2012/13, la FISNUA a facilité le retour de milliers de déplacés et de réfugiés et a redoublé d'efforts pour maintenir la stabilité sur le plan de la sécurité et protéger la population civile. Le mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière est devenu opérationnel. Il note avec préoccupation que le projet de budget de la FISNUA pour 2014/15 représente une réduction de 898 000 dollars, principalement due à une diminution des dépenses prévues au titre de la construction et l'acquisition d'installations et d'infrastructures. Sa délégation considère que le projet de budget n'a peut-être pas pleinement tenu compte des problèmes que la Mission rencontre. Peu de progrès ont été accomplis dans la suite donnée aux nombreuses demandes de l'Assemblée générale visant à ce que les projets de construction soient achevés dans les délais prévus, comme en témoigne l'observation du Comité consultatif selon laquelle les dépenses afférentes à la construction ne s'élèvent qu'à 5 550 417 dollars sur un montant alloué de 23 471 050 dollars. Au lieu d'achever les projets de construction, le Secrétaire général a choisi de produire un programme de construction révisé qui n'a pas été approuvé par l'Assemblée.

59. Il fait sien l'avis du Comité consultatif selon lequel le projet relatif aux logements pour le personnel, la construction d'un immeuble de deux étages destiné à servir de quartier général de la Force aurait dû être mené à bien. Sa délégation demandera des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles les instructions de l'Assemblée n'ont pas été suivies et pourquoi la proposition a été modifiée. Étant donné les problèmes logistiques et les autres problèmes rencontrés par la Mission, il n'est pas judicieux de réduire les ressources allouées à la construction; le budget pour l'exercice 2014/15 devrait être modifié pour rétablir le financement pour les installations de façon à améliorer les infrastructures de la Mission et faciliter l'exécution de son mandat.

60. **M. Castañeda Solares** (Guatemala) dit que le retrait de la MINUSTAH doit être mis en œuvre de façon progressive et responsable. Le dernier rapport du Secrétaire général sur Haïti (S/2014/162) indique la nécessité de la poursuite de la fourniture d'un appui opérationnel à la Mission. Notant que le projet de budget pour l'exercice 2014/15 représente une réduction de 11,2 % par rapport au budget précédent, il

souligne que la Mission doit recevoir les ressources nécessaires pour s'acquitter efficacement de son mandat. Selon le calendrier actuel, le budget est approuvé en mai et le mandat renouvelé en octobre; logiquement, le mandat de la Mission devrait déterminer son budget et non l'inverse. Étant donné que le plan de consolidation pour la MINUSTAH est élaboré alors que les besoins d'appui logistique pour les élections sont encore inconnus, il faut espérer qu'aucune réduction injustifiée ne sera imposée. Sa délégation reviendra sur cette question lorsque le mandat de la Mission sera examiné pour décider de sa prorogation en octobre 2014.

61. **M^{me} Colín Ortega** (Mexique) dit que sa délégation veillera à titre prioritaire à ce que la MINUSTAH dispose de toutes les ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat. Il convient d'assurer le fonctionnement optimal de la Mission de façon à faire face à la situation sur le terrain.

62. **M. Karaçay** (Turquie) dit que dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'UNFICYP de l'exercice 2012/13 (A/68/584), au titre de la réalisation escomptée 1.2, une augmentation du nombre de constructions d'immeubles résidentiels est l'un des indicateurs de résultats prévus s'agissant des progrès dans la normalisation des conditions de vie. Contrairement aux projets agricoles, qui n'ont pas des conséquences sur le long terme, les immeubles commerciaux et résidentiels ont un caractère permanent et menacent donc le statu quo dans la zone tampon des Nations Unies. Pour cette raison, ces constructions ne devraient pas être considérées comme un indicateur de progrès dans la normalisation des conditions de vie dans cette zone. Il est également indiqué dans le rapport que 131 visites à caractère humanitaire ont été effectuées auprès de Chypriotes grecs et maronites de la zone nord, mais que seulement six visites de ce type ont été effectuées pour régler des questions humanitaires concernant les Chypriotes turcs de la zone sud. Cet écart peut expliquer pourquoi des problèmes de longue date tels que l'absence d'école turcophone à Limassol n'ont pas été réglés.

63. Appelant l'attention sur l'affirmation qui figure dans le projet de budget du Secrétaire général de l'UNFICYP pour l'exercice 2014/15 (A/68/700), selon laquelle la Force continuera de prendre des mesures contre l'utilisation non autorisée de la zone tampon, il rappelle qu'aucune mesure n'a encore été prise pour régler la question de la construction non autorisée d'un

campus universitaire dans le village de Pile/Pyla, qui est situé dans la zone tampon. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans un rapport présenté au Conseil de sécurité (S/2013/7), cette construction menace de créer un fait accompli qui mettra en danger le délicat équilibre démographique dans le village en question. La partie chypriote turque n'a jamais consenti à la construction du campus; au contraire, elle a vivement protesté contre la mesure unilatérale prise par la partie chypriote grecque, qui remet en question le statu quo dans la zone tampon. Étant donné que la zone est contrôlée par les Nations Unies, il se demande comment une construction de cette ampleur peut s'être déroulée sans le consentement de la direction chypriote turque et pourquoi l'université est opérationnelle alors que sa construction n'a pas été autorisée.

64. Le projet de budget mentionne également un programme visant à mettre à niveau les normes de sécurité anti-incendie et à les harmoniser avec celles du pays hôte. L'expérience montre que la lutte contre les incendies dans la zone tampon nécessite la collaboration des deux parties avec les Nations Unies. La mention qui est faite du programme ne traduit pas la réalité sur le terrain, où un comité technique bicommunautaire s'occupe déjà de la question et pourrait servir de modèle pour la coopération en la matière.

65. Il se demande pourquoi, 50 ans après le déploiement de l'UNFICYP, on envisage de réviser son mandat.

66. Enfin, il demande quel est le nombre total de Chypriotes turcs et de Chypriotes grecs engagés par l'UNFICYP en tant qu'agents locaux et se demande quelles mesures sont prises pour corriger l'écart important qui existe entre les deux. L'UNFICYP ne peut parvenir à s'acquitter de ses fonctions que si elle coopère avec les deux parties sur un pied d'égalité.

67. **M. Menelaou** (Chypre) dit que tant que la situation anormale dure à Chypre, les ressources budgétaires allouées à l'UNFICYP doivent être maintenues au niveau nécessaire pour assurer l'exécution efficace de son mandat.

68. Il n'a d'autre choix que de répondre à la déclaration faite par le représentant de la Turquie, bien que la question à l'examen soit technique et ne devrait donc pas être politisée. Notant que jusqu'en 2013 la Turquie n'a pas soulevé ce type de question durant les délibérations de la Commission, il dit que son

Gouvernement espérait que la Turquie cesserait de se comporter comme un adversaire et adopterait un nouvel esprit de coopération et de partenariat; il invite le représentant de la Turquie à réviser sa position en conséquence. La modernisation et l'adaptation aux besoins actuels pourraient être réalisées en retirant les contingents et en s'engageant dans une nouvelle phase de relations normales avec la République de Chypre.

69. La position turque est particulièrement regrettable du fait qu'elle est prise par un pays qui cherche à devenir membre du Conseil de sécurité, apparemment en vue d'atteindre ses objectifs nationaux plutôt qu'à servir les principes de l'Organisation.

La séance est levée à midi.